

PORTES OUVERTES SUR LA CARTE À PUCE CHIFA À MILA

Un symbole d'intégration de la Cnas

La Maison de la culture de Mila a abrité mercredi et jeudi passés des journées portes ouvertes sur les activités de la Cnas avec en toile de fond, une campagne d'information et de vulgarisation sur la carte à puce Chifa.

Cette carte née d'une longue série de mesures de modernisation et de restructuration de cet important organisme public, pleinement engagé dans des réformes qui ne peuvent être que bénéfiques pour tous, en l'occurrence : la révision de la nomenclature des actes professionnels et leur tarification de référence, la contractualisation, le conventionnement des prescripteurs, le conventionnement cliniques et maintenant le système Chifa, un nouveau saut qualitatif dans la modernité. En présence du wali et de beaucoup de cadres de la wilaya, Mila étant retenue parmi les cinq wilayas

bonnes conditions, grâce aux mesures et aux dispositions prises par les responsables en charge de ce dossier, selon l'orateur, qui poursuit que «ce système non seulement facilite toutes les procédures de prise en charge financière de l'assuré social, mais permet également une prise en charge médicale qualitative, rapide et efficace où les TIC seront omniprésentes». La mise en place du système Chifa, donc, représente tout un symbole d'intégration de la Cnas dans l'économie fondée sur la connaissance avec, de prime abord, de multiples avantages allant de l'automatisation et la facilitation des remboursements au confortement des relations confraternelles, professionnelles de la santé-médecins conseil ; en passant par la dématérialisation des documents encombrants, une meilleure maîtrise des

dépenses et un moyen efficace de lutte contre les abus et les fraudes, un préalable à tout remboursement ou conventionnement, un vecteur efficace de transmission d'informations, une facilitation de l'accès à l'historique du malade pouvant aider à un diagnostic précoce et éviter les actes inutiles et redondants. Le système Chifa simplifie l'aspect technique à deux éléments de base que sont la carte électronique de l'assuré social qui comporte la photo de l'assuré ainsi que des données visibles (nom et prénoms et numéro d'immatriculation) et des données inscrites sur le composant électronique (données administratives, données portant droit aux remboursements des prestations, données médicales, données portant historique des actes médicaux prescrits, données techniques relatives à la

sécurisation et utilisation de la carte) et la clé du professionnel de la santé qui comporte son identification, sa spécialité, son code CP de domiciliation, son lieu de travail et sa clé de signature avec authentification. Les données contenues dans la carte sont protégées tant en lecture qu'en écriture, selon les intervenants autorisés.

Pour le docteur Acheuk Youcef, la finalité à court et moyen terme de ce système, qui va coûter 17 millions de dollars, est de faire en sorte que l'assuré social ne soit plus contraint de se présenter à la Cnas, même les vignettes sont appelées à disparaître pour laisser place au code-barre. Ainsi et avec toutes ces réformes engagées, la Cnas, principale levier du système national de santé, semble entrer de plain-pied dans le troisième millénaire et ses exigences.

A. M'haimoud

TIZI-OUZOU Enfin l'installation de l'ADSL à Souk-El-Ténine

Après la commune de Maâtkas, c'est au tour de celle de Souk-El-Ténine de se voir doter de tout le dispositif de connexion en mode ADSL. Le système est désormais opérationnel et est entré en activité depuis maintenant une semaine, dépassant ainsi le stade de vœu pieux et de promesses à l'allure utopique longtemps imposé aux internautes de la région.

«Même si c'est venu très tardivement et ce, en comparaison avec d'autres régions qui en bénéficiaient depuis longtemps, nous sommes très contents de cette installation qui nous épargnera bien des désagréments à l'avenir», se réjouit Rabah, gérant d'un cybercafé situé à la sortie de la localité, réputé pour son sérieux et où les internautes affluent en grand nombre, étant sûrs de ne pas être témoins de quelques scènes obscènes.

La même mine est affichée par tous les habitués rencontrés sur place, eux qui nous ont entretenus sur «toutes les difficultés rencontrées avec la connexion d'avant». Donc, finies les coupures, les interminables déconnexions et surtout les sommes colossales que déboursent aussi bien les gérants que les simples amoureux du net ou ceux pour qui l'internet est devenu un outil de travail indispensable.

R. A.

BOUZEGUÈNE Capture d'un oiseau bague

Un oiseau bague a été capturé vivant le 11 janvier dernier au lieu-dit Thala N'Sidi Vessaâ, entre les villages Ihatoussène et Aït-Mizere, dans la commune de Bouzeguène, par l'enfant Amrouche Mohand Ameziène.

Le rouge-gorge d'environ 15 g a été pris dans un piège traditionnel conçu avec un rameau d'olivier prélevé à la base des oléastres destinés aux grives, avec comme appât une olive noire. Il a été relâché peu après qu'il eût survécu au nœud coulant du piège réalisé avec du fil.

Le passereau portait une bague placée en Finlande, dont le code alphanumérique porte les indications suivantes : 075321 H MUS.Z.HKI Finlande.

Le baguage qui entre dans le cadre des programmes scientifiques, mis en œuvre par des instituts de recherche nationaux permet de collecter des renseignements sur l'hivernage des espèces et sur les routes empruntées des cours de leur migration. Pour joindre ce coin de Kabylie à partir d'Helsinki, comme précisé sur le code, le passereau a dû parcourir une distance d'environ 3230 km à vol d'oiseau sur un cap de 23.69°. Une sacrée performance pour un oiseau de 15 g à peine !

Ainsi la Kabylie, ciblée essentiellement pour ses oliveraies, demeure la destination privilégiée des grives, étourneaux et rouges-gorges durant cette saison. Pesant moins de 20 g, ces derniers sont réputés pour être les plus «stupides» d'entre ces passereaux, de par leur absence de méfiance devant les pièges. Le père de l'enfant qui a conservé la bague en aluminium pense la placer sur un autre rouge-gorge, estimant ne pas fausser ainsi les données des chercheurs.

S. Hammoum

APC DE MILIANA

Ameublement fastueux pour le bureau du vice-président

Tout Miliana en parle, l'APC nouvellement élue semble ne pas lésiner sur la dépense.

En effet, le collectif nouvellement élu après délibération a décidé de remeubler le bureau du vice-président. Un bon de commande en bonne et due forme a été établi pour l'achat de meubles de bureau. Le vice-président accompagné du secrétaire général se sont rendus chez un commerçant de Khemis-Miliana. Là, on n'a pas regardé à la dépense, le montant de la facture s'est élevé à 673 920 DA (TTC). Le meuble-bureau seul a coûté 99 500 DA. Et le fauteuil présidentiel 35 000 DA, une bibliothèque (pour quels livres à lire ?) 135 000 DA. Quant à la table de réunion du vice-président, la modique somme de 138 000 DA, micro-ordinateur, photocopieur, imprimante... le tout pour

124 500 DA. Ce matériel est accompagné d'un bureau secrétaire pour 6 500 DA. Bien entendu sur le bureau grand standing, pour mettre plein la vue aux citoyens qui seront reçus, il faut déposer divers objets de bureau de luxe. Là aussi, on n'a pas regardé à la dépense : prix de l'ensemble de bureau (sous-main et autre portestyles) 14 500 DA.

Comme la vice-présidence de l'APC, a-t-on pensé, aura à garder au secret certains documents, pour couronner le tout, on s'est payé même un coffre-fort 80 cm, pour 23 000 DA.

Les citoyens se posent la question : «Qu'est-ce qui peut justifier une telle dépense ?»

D'autres, ne cachant pas leur déception, ajoutent : «Est-ce l'ameublement fastueux d'un bureau qui va régler les problèmes que rencontrent les citoyens ?» Pourtant, la commune de Miliana, chef-lieu de daïra est une commune

déficitaire. Par ailleurs, certains notent que ces deniers publics auraient mieux servi à réparer la benne tasseuse en panne, pour une brouille, pour pouvoir rendre la ville de Miliana encore plus propre et plus saine ou encore doter plusieurs écoles d'équipements didactiques qui font défaut.

Heureusement la tutelle qui a eu vent de cette transaction, a dit non ! et s'oppose fermement à cette acquisition.

Toujours est-il que le mobilier décrit a été livré et installé. Le 27 janvier au soir il n'avait pas encore été renvoyé au fournisseur.

«Le meuble aussi fastueux qu'il soit ne fait pas l'efficacité de l'élui qui doit dépenser les deniers publics le plus judicieusement possible pour le bien être des administrés», nous dit, avec une note de dépit un de ces derniers.

Karim O.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Logement social : l'impasse

L'affichage de la liste des 347 bénéficiaires de logements sociaux rendue publique le 28 janvier 2008, a fait des mécontents qui ont porté leur contestation auprès du chef de daïra.

Selon les demandeurs de logements sociaux, il semblerait que certaines personnes figurant sur la liste et ayant déjà bénéficié de logements dans le cadre du social ont pu se réinscrire frauduleusement échappant à la vigilance des trois commissions de contrôle et d'inspection diligentes par la daïra de Bordj-Bou-Arréridj.

A l'écoute de l'opinion de ces concitoyens concernés par la question du logement social, notamment ceux et celles qui ont été omis, l'administration wilayale a promis de réexaminer les dossiers des postulants sujets à caution tout en préservant l'éthique

des réclamations. Cependant, même si la responsabilité des autorités locales ne saurait se désengager, les élus locaux auraient dû apaiser les esprits. En effet, la question du logement

social est aujourd'hui doublement urgente. Au niveau humain, car l'exécution d'un habitat social pour les personnes vivant avec un salaire de 10 000 DA, une retraite de 7 000 DA, ou des chômeurs ayant des familles à charge, est cause de souffrances et de drames. Au niveau politique aussi car les citoyens ne peuvent comprendre qu'un droit affirmé par l'Etat ne soit

effectif qu'à 70 %. L'absence des élus locaux face à ce genre de situation est un scandale qui porte atteinte à la crédibilité de nos institutions. Le droit au logement social pour les démunis ne peut rester un simple objectif toujours visé mais jamais atteint, il est temps de le placer au cœur de l'action publique.

Layachi Salah-Eddine

Le directeur de l'emploi de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj nous écrit

Dans son édition du 27 janvier 2008, Saâdène Ammara du *Soir d'Algérie* cite, selon la communication des responsables du secteur de l'emploi, des faits équivoques, prêtant à confusion et qui méritent d'être corrigés. Il me semble opportun de signaler les correctifs à apporter aux allégations erronées, au respect du lecteur, lui restituant l'information juste et utile. Le «fameux projet Blanche Algérie» n'a jamais connu deux ans de retard, et ceci est démontré sur le terrain. Pensez-vous que les bénéficiaires de ces projets se seraient tus ?

De plus, ce dispositif d'insertion sociale connaît un succès et est apprécié tant par les autorités locales que par les bénéficiaires eux-mêmes. Il est même précisé 1 034 bénéficiaires dans les travaux «d'utilité publique» et dont 420 «affiliés au fameux projet Blanche Algérie».

Comment peut-il connaître des freins bureaucratiques s'il profite à lui seul à 41% des bénéficiaires ?

Il y a là, nécessité d'apporter les précisions qui s'imposent dans le seul but de renseigner correctement le lecteur.